Encore une analyse remarquable de Coralie Delaume (L'arène nue), cette jeune femme épatante placée à mes côtés chez Taddéi en 2014 et qui m'a aidé (vers la min 11:40) à résister aux énormes mensonges de Jacques Attali :

(900 000 vues).

Voici son article :

FIGAROVOX/TRIBUNE – Coralie Delaume analyse les raisons de la fracture qu'elle observe entre les « élites », une classe minoritaire de privilégiés, et la masse qui n'a pas accès aux études prestigieuses ou qui n'a pas son mot à dire dans les orientations économiques de l'Union européenne.

Coralie Delaume est essayiste, co-auteur de La fin de l'Union européenne *(Michalon, 2017) et animatrice du site L'arène nue.*

La Révolte des élites et la trahison de la démocratie est le titre d'un livre du sociologue américain Christopher Lasch, publié à titre posthume en 1995. Bien sûr, l'ouvrage analysait l'Amérique de son temps. Pourtant, il s'applique parfaitement à la France et à l'Europe d'aujourd'hui, dont il semble avoir anticipé l'évolution des classes favorisées avec une acuité visionnaire.

Le livre pose l'hypothèse que ce n'est plus la « révolte des masses » qui menace désormais la vie démocratique, mais la coupure de plus en plus prononcée entre le peuple et les « élites ». Une coupure tant économique et matérielle qu'éducative et intellectuelle, dont résulte le repli sur eux-mêmes des privilégiés. Ces derniers ne parlent plus qu'à leurs pareils, c'est-à-dire non seulement à ceux qui bénéficient d'un même niveau de richesses, mais également à ceux qui partagent le même niveau d'instruction. Ils adorent mettre en scène leur pouvoir et le font de mille façons : exhibition des signes extérieurs de richesse, bien sûr, mais également – et de plus en plus – de leur patrimoine culturel. Le discours, ahurissant de cuistrerie, du président Macron sur l'intelligence artificielle (29 mars 2018) en est un exemple qui confine au grotesque. En revanche, ils n'assument plus que de mauvaise grâce les charges et responsabilités qui devraient leur incomber, et préfèrent le service de leur intérêt bien compris à celui d'un « intérêt général », dont ils ne conçoivent même plus qu'il pût exister.

Vingt ans après Lasch, le phénomène du séparatisme élitaire qu'il voyait poindre dans son pays vient de faire l'objet, pour la France cette fois, d'une étude chiffrée. Jérôme Fourquet a en effet publié, pour le

compte de la Fondation Jean Jaurès, une note au titre évocateur : « 1985−2017, quand les classes favorisées ont fait sécession ». Il y explique notamment que la cohésion de la société française *« est mise à mal aujourd'hui par un processus presque invisible à l'œil nu, mais néanmoins lourd de conséquences : un séparatisme social qui concerne toute une partie de la frange supérieure de la société, les occasions de contacts et d'interactions entre les catégories supérieures et le reste de la population étant en effet de moins en moins nombreuses ».*

> Le dépérissement du cadre national permet aux « élites » de vivre de plus en plus dans une sorte d'alter-monde en suspension.

Le sondeur illustre ensuite. Il note que le cœur des grandes villes est massivement investi par les cadres, certains centres urbains leur tenant désormais lieu de ghettos dorés. Les CSP+ sont ainsi passés de 25 % à 46 % de la population parisienne en 30 ans, cependant que le pourcentage des ouvriers a décru, passant de 18 % à 7 %. Fourquet analyse ensuite la désertion de l'enseignement public et la scolarisation massive des enfants de cadres dans le privé, le séparatisme électoral des plus aisés ou, pour les cas extrêmes, l'exil fiscal, ce dernier signant le refus d'une partie de la population de financer le fonctionnement la collectivité dans son ensemble. Pour l'auteur de l'étude, nous faisons face à l'«autonomisation d'une partie des catégories les plus favorisées, qui se sentent de moins en moins liées par un destin commun au reste de la collectivité nationale ». On voit en effet combien le phénomène est lié au dépérissement du cadre national, dépérissement qui permet aux « élites » de vivre de plus en plus dans une sorte d'alter-monde en suspension, cependant que les autres sont rivés à un ici-bas qui commence à se changer en friche, et finira par se muer en jungle.

Jérôme Fourquet n'est pas le premier à faire ce constat. L'anthropologue Emmanuel Todd l'a fait également, et donne dans son dernier ouvrage (*Où en sommes nous*, Seuil, 2017) une explication convaincante. Pour lui, c'est la fracture éducative qui est en cause, le développement de l'éducation supérieure ayant eu un effet pervers inattendu en tronçonnant le corps social en deux catégories de personnes : les éduqués supérieurs et les autres. Alors que la massification des éducations primaire et secondaire avait contribué à égaliser le niveau éducatif général et favorisé l'épanouissement de la démocratie, c'est à l'inverse qu'on assiste aujourd'hui. La raison en est simple : l'éducation supérieure ne s'est pas (encore?) généralisée.*«L'accès universel à l'instruction primaire puis secondaire avait nourri un subconscient social égalitaire ; le plafonnement de l'éducation supérieure a engendré, (…) un subconscient social inégalitaire »*, énonce le chercheur.

De ce « subconscient inégalitaire », on perçoit chaque jour les effets. On constate que ne se mélangent plus guère ces éduqués supérieurs contents d'eux, étrangement persuadés de ne rien devoir qu'à leur talent. De toute façon, ils sont suffisamment nombreux pour pouvoir fonctionner en circuit fermé et pour ne plus avoir à s'adresser qu'aux autres « manipulateurs de symboles », ainsi que l'économiste Robert Reich qualifiait les gagnants de la mondialisation, ces diplômés, plurilingues, mobiles, à l'aise dans le domaine de la communication et qui font l'opinion. Car ce sont eux, bien sûr, qui tiennent les plumes et parlent dans les micros. Ils nous font partager leur manière propre d'appréhender la masse des « gens qui ne sont rien » comme dirait Macron, autrement dit des gens qui ne sont pas comme eux. Ils nous les peignent comme frileux, « réacs », hostiles de façon primitive et irrationnelle aux réformes ainsi qu'à tout type changement. Ils nous expliquent que s'ils votent « populiste », c'est parce qu'ils sont xénophobes, et que s'ils votent mal aux référendums c'est parce qu'ils ne comprennent pas les questions. Peut-être cette partition de la société devrait-elle nous conduire à reconsidérer le contour des classes sociales ? Si celles-ci existent encore (et c'est évidemment le cas) la sécession des « élites » n'est pas seulement le fait des « riches » et des propriétaires des moyens de productions. Elle est également celui des détenteurs d'un capital éducatif et culturel, lequel s'hérite de plus en plus d'ailleurs, sur fond de destruction de l'école publique et de dégraissage perpétuel du « Mammouth ».

Le dégraissage concerne d'ailleurs l'ensemble de l'appareil d'État et des services publics, ceux-ci ayant le tort de présenter des vertus égalisatrices qui entravent le séparatisme élitaire. Pour leur régler leur compte, les pays européens membres de l'UE ont inventé un prétexte ingénieux et unique au monde : la nécessite de respecter les « critères de convergence » de Maastricht. Notamment celui des 3 % de déficit public, et c'est en son nom que les gouvernements détruisent ou vendent tout le patrimoine collectif. La France vient d'ailleurs de passer sous la barre fatidique (2,6 % pour 2017), avant même d'avoir fini de brader la SNCF.

La construction européenne est un formidable outil de déresponsabilisation des « élites » nationales.

D'une manière générale, la construction européenne est un formidable outil de déresponsabilisation des « élites » nationales, notamment des élites politiques. Celles-ci, toutes ointes qu'elles sont de la légitimité offerte par le suffrage universel, n'en assument pas pour autant les vraies charges. La capacité à faire les grands choix a été massivement transférée au niveau supranational, qui lui ne rend pas de comptes. Les dirigeants de la Banque centrale européenne ne rendent pas de compte pour la politique monétaire qu'ils conduisent. La Commission de Bruxelles ne risque pas d'affronter une grève pour s'être mêlée d'un peu trop près, dans le cadre du « Semestre européen », du contenu des budgets des États membres. La Cour de justice de l'UE ne risque pas la sanction des citoyens (de quel État au demeurant?) pour les jurisprudences de dérégulation économique qu'elle pond à la chaîne. De toute façon, en « constitutionnalisant » les traités européens de sa propre initiative via des arrêts datant des années 1960, la Cour a très tôt permis que ces traités et tous les éléments de politique économique qu'ils contiennent, se situent au-dessus des lois dans la hiérarchie des normes des États-membres. C'est-à-dire hors de portée des Parlements, donc des électeurs.

La manière dont est organisée l'UE a pour effet de décorréler les élections (qui ont lieu au niveau national) et la prise de décision (qui se fait à l'échelon supranational), ce qui en fait une véritable machine de défilement au service « d'élites » politiques en rupture de ban avec leurs nations d'origines – et qui ressemblent bien plus à une oligarchie qu'à une véritable élite désormais. Par ailleurs, l'UE offre de multiples possibilités d'évitement fiscal grâce à ses paradis fiscaux intégrés (Irlande, Luxembourg…). Enfin, la libre circulation du capital et du travail dans le Marché unique contribue à mettre les deux en concurrence au profit du plus mobile et du rapide (le capital) et au détriment du plus sédentaire (le travail). Le tout pour la grande joie des catégories possédantes, cette fois.

Dans ce cadre, il n'est pas étonnant qu'un politiste spécialisé sur les questions européennes tel le Bulgare Ivan Krastev, consacre de longues pages de son dernier ouvrage (*Le destin de l'Europe*, Premier Parallèle, 2017), à décrire le phénomène de sécession des classes dirigeantes à l'échelle continentale. *« Les élites aristocratiques traditionnelles avaient des devoirs et des responsabilités, et leur éducation les préparait à se montrer à leur hauteur »*, écrit-il. *« En comparaison, les nouvelles élites sont formées pour gouverner mais sont tout sauf prêtes au sacrifice »*. Pas même au sacrifice financier, aurait-il pu ajouter, en tout cas de moins en moins puisque l'optimisation fiscale est devenue l'un des sports phares de notre époque. Puis Krastev d'ajouter : *« La nature et la convertibilité des compétences des nouvelles élites les affranchissent très concrètement de leur propre nation. Elles ne dépendent pas des systèmes éducatifs publics nationaux (leurs enfants étudient dans les établissements privés) ni des systèmes de protection sociale nationaux (elles peuvent se permettre les meilleurs établissements hospitaliers). Elles ont perdu la capacité de partager les passions et les émotions de leur communauté ».*

En même temps que l'on « dépasse » les nations et que l'on détruit l'État, c'est la démocratie qu'on abolit.

Dès lors, la montée de ce qu'on appelle « les populismes » correspondrait avant tout à une quête de loyauté. D'ailleurs, le discours « souverainiste » ou anti-mondialisation desdits « populistes » est probablement l'une des clés de leur succès. Il correspond à un désir de plus en plus profond, de la part des peuples, de « rapatrier » leurs classes dirigeantes, afin qu'elles ne se défilent plus. Afin qu'il redevienne possible d'exiger qu'elles assument leurs devoirs autant qu'elles jouissent de leurs droits, et qu'elles rendent à la collectivité une part au moins de ce qu'elles ont reçu, c'est-à-dire beaucoup (sécurité des biens et des personnes, système de santé, système éducatif, etc.). Enfin et concernant le personnel politique, son « rapatriement » et le fait de refaire coïncider les mandats nationaux avec la conduite effective des politiques, est le seul moyen de rendre à nouveau possible l'exercice d'un contrôle démocratique normal.

Cela est-il possible ? Le moins que l'on puisse dire est que pour l'heure, on n'en prend pas le chemin. À l'inverse et jour après jour, en même temps que l'on « dépasse » les nations et que l'on détruit l'État, c'est la démocratie qu'on abolit.

Coralie Delaume.

Source :
http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/04/20/31003–20180420ARTFIG00185-la-secession-des-elites-ou-comment-la-democratie-est-en-train-d-etre-abolie-par-coralie-delaume.php

---

Mon commentaire :

Comme tout être vivant, un corps social qui n'a plus de défenses immunitaires est voué à disparaître. En devenant des CITOYENS CONSTITUANTS, les électeurs, enfants impotents, se transforment en « globules blancs », soldats actifs et résistants, contre les ennemis du pays, agents de l'étranger et autres dangers.

Si nous devenons des millions à avoir appris à constituer (et à enfin VOULOIR constituer), en priorité, rien ne nous arrêtera, ça adviendra.

Ce qui nous manque, et qui entretient éternellement notre faiblesse, c'est notre dispersion sur les innombrables conséquences de notre impuissance politique. Les ateliers constituants nous FOCALISENT SUR L'ESSENTIEL, SUR UNE CAUSE COMMUNE : CELLE DE NOTRE IMPUISSANCE POLITIQUE, NOTRE DÉMISSION DU PROCESSUS CONSTITUANT.

Et les ennemis du peuple savent bien qu'il est hautement stratégique de diviser pour régner. Et tous les sujets législatifs sont parfaits pour nous conduire à nous entre-déchirer. À nous de les repérer et de les éviter.

À vous de décider, librement, de votre rôle personnel dans la survie de votre Cité.

Merci pour tous vos gentils messages, vous me donnez ma force.
Mais n'oubliez pas d'apprendre à constituer Vous ne pouvez pas mieux m'aider qu'en devenant, vous aussi, constituant.

Bien amicalement.

Étienne.
—
PS : n'oubliez pas d'essayer l'outil formidable que Tristan Matrixien nous a programmé pour organiser nos ateliers, c'est une merveille : http://jecrislaconstitution.fr/
—
PPS : [Ne ratez pas ça] J'avais publié en 2011 un chapitre formidable du livre important de Christopher Lasch dont parle Coralie : « L'ART PERDU DE LA CONTROVERSE » :

Chavez défend son peuple contre les banques ! ce qui me fait penser au populisme défendu par Christopher LASCH

http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2011/02/07/115-chavez-defend-son-peuple-contre-les-banques
—
PPPS : « Il convient de dissocier les idées, avant et afin d'associer les cœurs. »
Jean Grenier, Essai sur l'esprit d'orthodoxie (1938). [Formidable réflexion contre l'esprit de parti.]

Fil Facebook correspondant à ce billet :